

**Climat - COP24 : La France
augmente sa contribution aux
financements climat - Communiqué
de presse du ministère de la
transition écologique et solidaire**
(Paris, 11 décembre 2018)

Lors de la réunion ministérielle sur les finances climatiques à la COP24 (Katowice), Brune Poirson, secrétaire d'Etat, auprès du ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire a annoncé, une hausse des financements apportés par la France aux pays en développement en matière de lutte contre le changement climatique. La France contribuera notamment à deux fonds qui permettent aux pays les plus vulnérables de faire face aux conséquences du changement climatique.

"Tenir nos engagements, agir et être cohérent ce sont les trois piliers de notre stratégie de négociation pour le climat. C'est une condition pour créer de la confiance dans notre capacité à mobiliser massivement les financements nécessaires à la lutte contre le changement climatique partout dans le monde" a déclaré la secrétaire d'Etat.

Sur le premier pilier, la France prend toute sa part de responsabilité. Elle portera ses financements publics pour le climat de 3 milliards d'euros par an en 2015 à 5 milliards d'euros par an en 2020, soit une hausse de 60% par rapport à 2014. Comme annoncé lors du One Planet Summit, par le président de la République, la part consacrée à l'adaptation au changement climatique passera de 1 à 1,5 milliard d'euros par an.

En outre, la France contribuera au fonds d'adaptation au changement climatique destiné aux pays en développement à hauteur de 15 millions d'euros et au fonds pour les pays les moins avancés à hauteur de 20 millions d'euros, deux fonds onusiens qui permettent d'accompagner les pays les plus vulnérables aux conséquences du changement climatique.

La France est également pleinement engagée dans le processus de reconstitution du fonds vert pour le climat, afin que celui-ci serve de catalyseur de la finance climat comme le prévoit l'accord de Paris.

La France souhaite ainsi apporter une réponse claire aux questions soulevées par les pays en développement dans ces négociations.

"Être cohérent c'est aussi faire en sorte de mobiliser la finance publique comme la finance privée. C'est le sens de l'action menée par la France, notamment dans le cadre du One Planet Summit. Nous devons de ce point de vue répondre aux attentes de nos populations." a rappelé Brune Poirson.

La France poursuivra ses efforts l'année prochaine notamment à travers sa présidence du G7 et le mandat qui lui a été confié par le Secrétaire général des Nations unies ainsi qu'à la Jamaïque pour réorienter massivement les financements privés vers une économie bonne pour la planète./.

(Source : site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire)